

(MORCEAUX CHOISIS)

2015

Pervenche Berès



*“ Les morceaux choisis qui suivent reprennent,
sur l’année 2015, des extraits d’expressions
ou d’interventions avec, ici ou là,
lorsque c’était nécessaire de légères modifications.*

”

2015

aura été une année d'épreuves pour la France, pour l'Europe tant nos destins sont liés. Attentats et terrorisme, progression de Daesh et afflux de réfugiés, tension en Ukraine, tentations de Grexit ou de Brexit, chômage et progression de l'extrême-droite...

Cela ne peut pas nous faire oublier quelques belles réussites à partir desquelles il faut construire demain, le maintien de la Grèce dans la zone euro sous l'impulsion déterminée de François Hollande, le geste d'Angela Merkel pour dire que l'Europe doit accueillir ceux qui fuient les mêmes terroristes qui nous attaquent, le prix Nobel de la Paix pour le quartet du dialogue national en Tunisie, l'accord pour l'avenir de la planète de 195 pays sous l'autorité de Laurent Fabius, lors de la conférence sur le climat à Paris.



2016

sera une année de transition, qu'elle nous soit utile pour regarder en face les défis sans éluder aucune difficulté, mais avec la volonté d'agir ensemble, parce que ce qui nous réunit est plus fort que ce qui nous divise. Parce que la méthode des petits pas a créé plus d'interdépendances négatives que de solidarité de fait, nous devons redéfinir le rôle et la contribution de chacun au bien commun européen. Pour cela ni l'Europe, ni la gauche ne peuvent rester au milieu du gué, elles doivent s'engager résolument pour redonner du sens à leur action et reconquérir la confiance des citoyens. Les résultats de la COP21 doivent débrider le moteur européen et français de l'indispensable éco-socialisme.

Édito, décembre 2015

ATTENTATS

HOMMAGE AU PARLEMENT EUROPÉEN EN JANVIER

Au nom de ce qui nous unit, de ce que nous défendons et continuerons de défendre, au nom des droits fondamentaux de toutes les femmes, de tous les hommes, au nom de leur liberté de penser, de dire, de croire ou de ne pas croire, d'aimer, de rire aussi, au nom de mon pays, la France, au nom de tous les pays de l'Union et du monde entier, qui ont vu des êtres humains tomber parce qu'ils étaient au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'ils croyaient en un autre au-delà ou non, parce que leur métier était de nous protéger ou parce qu'ils étaient aux yeux de lâches assassins les porte-drapeaux de nos valeurs, j'affirme, avec les millions de citoyens qui se sont levés à Paris, en France, dans les villes et les villages de la planète hier et les jours précédents que nous ne céderons jamais.

Parce l'Europe s'est construite sur le refus d'horreurs commises en d'autres temps, parce qu'à la terreur doit répondre plus de démocratie et plus d'État de droit, parce que la diversité est féconde quand la tolérance et la solidarité sont ses étendards, parce que, comme ici aujourd'hui, quand un malheur frappe un des siens, les autres sont à l'unisson, nous ne laisserons personne nous diviser, ni dans l'Union, ni dans nos nations.

Oui, nous sommes tous Charlie. Ce Charlie si gaulois, satirique toujours, si libre. Ils sont tombés, avec d'autres, sous des balles qu'aucun dieu n'a jamais commanditées, mais leurs idéaux resteront vivants parce qu'ils fondent notre raison d'être ensemble : le refus de la peur, de celle de l'autre, de la haine, de la barbarie.

L'idéal que les victimes des terroristes chérissaient est le nôtre : la démocratie.

Intervention en séance plénière,
lundi 12 janvier 2015



@PervencheBeres - 7 janvier 2015 13h17
Toute notre solidarité
avec Charlie Hebdo
#CharlieHebdo #DSF

L'ESPRIT DE PARIS, LA FORCE DES DÉMOCRATES

Il faut retrouver et mettre en œuvre les liens d'intelligence et d'humanité pour transcender les tentations communautaires, d'où qu'elles viennent, sous peine de voir nos sociétés tomber dans la plus extrême violence et dans le plus profond obscurantisme.

Édito, janvier 2016



@PervencheBeres - 11 janvier 2015
Ni suicide, ni soumission.
La France est belle
quand elle est solidaire !
Merci à l'Europe et au monde d'être là

LES ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE À PARIS

Madame la Présidente, je veux d'abord remercier tous les collègues qui ont adressé à la délégation française des messages de solidarité avec la République française et remercier aussi les collègues qui, ici, au Parlement européen, ont permis que l'hymne national, la Marseillaise, retentisse dans notre hémicycle. La première des réponses face à la barbarie, c'est l'unité de tous, la solidarité. La paix doit être toujours construite, toujours défendue.

Nous devons être solidaires. C'est la seule manière d'apporter une réponse européenne, mais aussi mondiale, à la situation à laquelle nous sommes confrontés. Nous avons besoin de davantage de sécurité intérieure, de sécurité extérieure, elle doit aller de pair avec davantage de solidarité intérieure, davantage de solidarité extérieure.

Solidarité intérieure – il s'agit bien sûr d'abord aujourd'hui du PNR. Nous sommes mobilisés pour l'obtenir, comme nous nous y sommes engagés, d'ici la fin de l'année. Pour cela, il faudra traiter des questions des vols intra-européens, de la durée avant masquage des données ou de la prise en compte des crimes nationaux. Mais ce n'est qu'un élément parmi d'autres, ainsi la coopération entre les services de renseignement et leur qualité doivent impérativement être améliorée.

Sécurité extérieure, la demande française de mobilisation, pour la première fois, de l'article 42, paragraphe 7, dit combien nous avons besoin de progresser pour mettre en place une Europe de la défense et d'une politique étrangère.

Solidarité intérieure, parce que nous ne pouvons pas laisser se développer une situation où la menace terroriste et les failles du système détricotent trop vite des accords obtenus laborieusement entre les États membres et engendrent et fertilisent les amalgames. Il ne faut pas oublier l'essentiel : les réfugiés syriens sont d'abord les victimes du même ennemi que nous, à savoir Daesh.

A ceux qui surfent sur les drames et qui voudraient confondre, dans le cas de mon pays, l'identité française et la question migratoire, à ceux qui oublient ou feignent d'oublier que l'identité française est

liée à l'accueil, il faut rappeler les propos du président de la République française, François Hollande, devant le Parlement grec en octobre dernier : « La démocratie, c'est s'adresser à l'intelligence des peuples plutôt que d'exciter leurs peurs ».

Nous devons aussi veiller à ce que nos politiques économiques assèchent le terreau sur lequel recrutent les terroristes dans nos quartiers, dans nos territoires. Pour cela nous avons besoin d'une politique économique qui nous permette d'investir. Solidarité et nouvelles priorités dans l'affectation des moyens, donc, parce que nous savons que les désordres sociaux, économiques, environnementaux alimentent, même si ils ne les excuseront jamais, tous les actes de folie, le terrorisme, le nihilisme. Nos sociétés doivent être en mesure de donner un horizon, une éducation, une conscience à ces jeunes en déshérence, proies faciles des prophètes du chaos, qui sont peut-être plus hypnotisés par la promesse de quelques heures de triste gloire que parce que le paradis leur serait offert au terme de leurs équipées mortelles. Sur notre société médiatique, aussi, nous devons nous interroger.

Enfin, solidarité extérieure, parce que, comme l'a dit, au Parlement européen, la chancelière Merkel, nous devons aussi repenser notre politique pour que, dans les pays fragiles, l'État puisse se constituer, la démocratie exister et les gens vivre en disposant d'une perspective de vie dans des conditions décentes.

Ce besoin de solidarité doit au plus vite, se traduire dans les actes. De nos dirigeants européens bien sûr, mais aussi des citoyens qui doivent les soutenir dans leurs efforts pour mettre en place les conditions de la sécurité, techniques et légales et ne céder ni à la tentation de la haine et de la division, ni au poison de la méfiance et du rejet de l'autre parce qu'il est autre. La bataille qui est devant nous sera longue, mais les démocrates doivent se donner les moyens de la gagner.

Intervention en séance plénière,
mercredi 25 novembre 2015



@PervencheBeres - 14 novembre 2015
Pleurer nos morts. Se battre pour nos valeurs.
Retourner à la vie, résister à l'horreur.
Paris blessé, Paris sous le choc, Paris debout

BREXIT

En 2016, les électeurs britanniques pourraient voter en faveur du « Brexit » (sortie de l'Union européenne). Cette perspective vous inquiète-t-elle ?

C'est une menace non seulement pour le Royaume-Uni mais pour l'Union européenne tout entière. Le Brexit aurait des conséquences bien plus graves qu'une hypothétique sortie de la Grèce de la zone euro. David Cameron, parce qu'il se heurte aux eurosceptiques du parti conservateur, a embarqué son pays et l'Union européenne, elle-même, dans cette aventure risquée. La boîte de Pandore des demandes de renégociation de chaque Etat pourrait s'ouvrir au moment même où la nécessité est de renforcer les coopérations et l'UE.

.../...

L'une des quatre demandes de David Cameron concerne la protection du Royaume-Uni contre les décisions de la zone euro. Pensez-vous qu'elles doivent être satisfaites ?

Il ne faudrait pas oublier que le Royaume-Uni est, après l'Allemagne, le pays qui a le plus profité de la création de la zone euro car la City s'est imposée comme sa place financière, de fait. Les Britanniques voudraient un droit de regard permanent sur l'Union économique et monétaire, dont ils ne sont pas membres. Or celle-ci, dont l'euro est la poutre faîtière, ne peut pas être prise en otage.

.../...

Beaucoup de Français estiment que le départ des Britanniques renforcerait l'Union européenne.

Qu'en pensez-vous ?

Il s'agit d'une illusion. Ce n'est pas eux qui nous empêchent d'avancer et ils ont beaucoup à nous apporter quand il s'agit de défendre les libertés individuelles ou pour lutter contre le terrorisme. Le Brexit ne garantit nullement la solidité de l'axe franco-allemand et une rupture avec les Britanniques affaiblirait et déstabiliserait l'Union. Il faut l'éviter, mais pas à n'importe quel prix.

.../...

Le débat Britannique ne risque-t-il pas d'alimenter la rhétorique antieuropéenne de l'extrême droite française ?

Nous sommes à un moment où les Européens convaincus comme moi constatent que la méthode des petits pas non seulement ne marche plus, mais est contre-productive. Regardez Schengen et la situation de crise qu'il a fallu pour mettre en œuvre une réelle politique de contrôle des frontières extérieures. Il faut donc profiter des demandes de clarification britanniques et des appels à la solidarité de l'Allemagne dans la crise migratoire pour mettre d'autres cartes sur la table en matière de politique d'immigration et d'union monétaire et bancaire.

.../...

Quel doit être selon vous le message de Paris dans les négociations avec Londres ?

La France doit dire ce qu'elle veut pour l'Europe. Nous ne devons pas raser les murs pour « sauver le soldat Cameron ». Passer nos exigences sous silence serait la pire des choses. Pour nous aussi, c'est le moment de passer à l'offensive pour clarifier notre projet européen.

Interview *Le Monde*,
jeudi 17 décembre 2015



@PervencheBeres - 18 juin 2015
Je ne voudrais pas que le #Grèce
ou le #Royaume-Uni
fabrique la doline* de l'#Euro

*Effondrement spectaculaire d'un terrain. Ce nom désigne une forme d'érosion de la roche qui conduit à la formation d'une dépression circulaire ou ovale. Les dimensions du gouffre peuvent varier de quelques dizaines de mètres à plusieurs centaines de mètres.

COP 21

DES FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LUTTER CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Pour penser l'innovation au service du financement de la transition écologique, il faut que les pouvoirs publics mettent en place des cadres clairs et stables dans le temps : ils sont indispensables pour sécuriser et améliorer la rentabilité d'investissements de long terme.

Je propose en ce sens un décalogue :

- l'incitation de tous les acteurs financiers à réorienter leurs investissements à l'échelle nécessaire pour financer une véritable transition vers des économies résilientes et sobres en carbone ;
- des garanties publiques spécifiques en faveur des investissements verts ;
- l'utilisation du plan Juncker en Europe ;
- un fléchage ambitieux des engagements des banques publiques et multilatérales en faveur du financement de la transition écologique ;
- des labels et des avantages spécifiques aux fonds d'investissement verts et aux émissions d'obligations vertes ;
- des « certificats carbone », susceptibles d'être rachetés par les banques centrales ;

- le bon emploi des programmes d' « assouplissement quantitatif » (quantitative easing) ;
- une taxe carbone incitative ;
- la taxe sur les transactions financières et l'affectation d'une partie de son produit aux investissements verts ;
- la régulation des acteurs des marchés financiers.

De plus en plus d'appels se font entendre pour fixer un prix correct du carbone dans l'ensemble des grandes économies de la planète afin de développer les solutions favorables au climat ; et pour stopper les subventions aux énergies fossiles qui introduisent des distorsions dans le marché. Sortir l'économie européenne du marasme, réduire la dépendance de l'Union européenne à l'égard de la Russie, démontrer la détermination des Européens à réussir la COP 21 et au-delà à tenir les engagements ainsi contractés, mettre les marchés des capitaux au service du financement de l'économie réelle, autant de raisons pour croiser transition écologique et financement innovant.

Conférence internationale pour le changement climatique,
Fondation Jean Jaurès, 10 avril 2015



@PervencheBeres - 12 décembre 2015
Il fallait y croire, merci et bravo
à @Laurent Fabius d'avoir inventé
la diplomatie climatique

UN TEXTE AMBITIEUX ET ÉQUILIBRÉ

C'est un moment historique pour la planète : 195 États, par-delà leurs divergences, ont réussi à s'accorder pour mener ensemble le combat du siècle contre les bouleversements climatiques. C'est là un grand pas pour l'Humanité.

.../...

Grâce aux efforts de l'Union européenne, de la France et des pays les plus vulnérables, il a été possible d'atteindre un objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. Il y a encore quelques mois, cela paraissait irréalisable et pourtant nous l'avons fait.

Pour se hisser à la hauteur de l'enjeu, la question des financements a été cruciale. Une réponse adéquate y a été donnée. Un plancher de 100 milliards de dollars disponibles chaque année à partir de 2020 pour lutter contre le changement climatique a été sanctuarisé. 100 milliards de départ qui auront vocation à être augmentés dans les années à venir !

Objectifs et financements font de cet accord un texte climatique d'une ambition rare.

Retenons également qu'un mécanisme de révision quinquennal des engagements a été défini avec l'accord de Paris. Un pas en avant majeur pour ne pas laisser retomber la pression dans les années à venir et pour nous donner les moyens de parvenir à respecter l'engagement des 1,5 °C.

Il y aura toujours des esprits chagrins, des « y'a qu'à faut qu'on », qui viendront critiquer un résultat insuffisant ou, au contraire, qui irait trop loin. A ceux-là, nous suggérons de faire preuve de modestie : parvenir à un accord avec 196 parties prenantes sur un tel sujet est tout simplement un résultat exceptionnel et historique.

Le français est, historiquement, la langue de la diplomatie. Par son travail ces derniers mois, et plus encore ces derniers jours, Laurent Fabius aura marqué notre histoire et l'avenir de la planète.

Il aura inventé la diplomatie climatique. Les eurodéputé-e-s socialistes et radicaux souhaitent témoigner de leur reconnaissance et de leur respect pour un tel travail diplomatique qui fait honneur à la France ! A nous tous maintenant d'en faire le point de départ d'une nouvelle ambition européenne.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française,
samedi 12 décembre 2015



@PervencheBeres - 12 décembre 2015
Un mois après le désespoir, l'espoir est là #COP21,
à nous de le mobiliser pour le faire vivre

CULTURE, INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATRICES

LA CULTURE A BESOIN D'INVESTISSEMENTS

Le Parlement européen demande que les industries créatives et culturelles puissent être bénéficiaires du plan d'investissement de 315 milliards d'euros, c'est le mandat de négociation voté par la commission des Affaires économiques et monétaires et la commission des Budgets confirmant celui que la commission Industrie, énergie, recherche et la commission Culture votaient la semaine dernière à notre grande satisfaction. C'est l'un des premiers combats de l'Intergroupe Industries culturelles et créatives : partant du constat que ces industries jouent un rôle-clé en termes d'emploi, de croissance et de rayonnement de l'Union, il était à la fois essentiel au regard de leur contribution et bénéfique pour l'Union de les ajouter sur la liste des secteurs qui pourront prétendre à l'attribution des fonds du Plan Juncker. Forts de cette victoire, nous allons continuer de travailler, de cette manière transversale et transpartisane, sur des solutions pour construire, demain, une stratégie européenne ambitieuse pour la culture et la création qui respecte, à l'ère du numérique, la diversité, permet aux créateurs de bénéficier de leur travail et qui se reflète dans toutes les politiques de l'UE, y compris la politique fiscale qu'il reste à inventer.

Communiqué de presse de l'Intergroupe
« *Industries culturelles et créatrices* », mercredi 22 avril 2015

TVA ET SERVICES NUMÉRIQUES, LIVRES ET JOURNAUX

Voilà de nombreuses années que nous demandons l'alignement du taux de TVA entre le livre papier et le livre numérique. Il faut aller jusqu'au bout et il faut aller vite car il n'y a aucune raison que ce

divorce entre les différentes technologies desserve ceux qui ont envie de faire profiter chacun de la culture et de la lecture. Mais ce n'est pas parce que nous voulons une TVA réduite pour le livre électronique que nous voulons renoncer à une vraie fiscalité pour les géants de l'internet, qui profitent d'avantages comparatifs en pratiquant le dumping fiscal ou l'optimisation fiscale.

.../...

Monsieur le Commissaire, nous vous demandons d'aller vite pour faire respecter la neutralité technologique qui permette notamment de contribuer au développement de la culture, de la lecture, de la liberté de la presse et de l'expansion du numérique en Europe.

Intervention en séance plénière,
lundi 18 mai 2015

ÉNERGIE

L'UNION DE L'ÉNERGIE AU CONSEIL EUROPÉEN

S'agissant de l'union de l'énergie, il est temps d'agir. Mais vous n'agirez pas en cohérence si vous ne donnez pas un signal clair concernant le prix du carbone. Or, sur cet enjeu très concret, sur ce pas qui est devant nous, à portée de main, je vois au Conseil une grande réticence à mettre en œuvre la réserve de stabilité.

Alors, Madame la Présidente, si vous voulez que ce Conseil européen soit utile, y compris pour faire du sommet de Paris un succès, il faut avancer plus vite sur ce que ce Parlement vous demande de mettre en œuvre, à savoir la réserve de stabilité et une clarification pour permettre l'investissement à long terme en faveur de la transition écologique face à l'enjeu du prix du carbone.

Intervention en séance plénière,
mercredi 11 mars 2015

L'ÉNERGIE, PROCHAIN DÉFI DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

A la veille de la COP 21, l'adoption du Plan Juncker est un pas important pour l'Europe, engagée dans le grand chantier de l'Union de l'énergie et dans la réussite de sa transition vers une énergie décarbonée, compétitive et accessible à tous.

Or, on le sait, les investissements nécessaires pour que la transition énergétique soit un succès sont colossaux : plusieurs centaines de milliards d'euros nécessaires d'ici 2030 pour garantir la sécurité d'approvisionnement et optimiser l'emploi des sources d'énergie disponibles.

.../...

Pour autant, si le plan Juncker constitue un pas en avant incontestable, il ne peut pas être une mesure ponctuelle dès lors que son existence même doit conduire à identifier l'effet contreproductif de certaines règles de gouvernance économique, que les efforts menés restent trop « court-termistes » et ne créent pas suffisamment, à ce stade, les synergies nécessaires pour en faire le puissant levier dont l'Europe a besoin.

.../...

Il faut réintroduire une perspective longue dans les financements de l'investissement pour prolonger et renforcer la dynamique du plan Juncker et prévoir par exemple : la déduction ou l'amortissement, dans le calcul des déficits publics, des investissements réalisés dans les infrastructures énergétiques ; la création d'un livret d'épargne européen (fléché notamment vers les infrastructures électriques ou gazières) ; adapter la réglementation financière (Solvabilité 2) pour ne plus affecter la même charge en capital aux infrastructures, au private equity et aux hedge funds.

.../...

En s'appuyant sur un Forum européen des territoires, structure permanente d'échange à créer entre les acteurs des territoires qui jouent un rôle majeur dans la transition énergétique, les projets énergétiques européens y puiseraient une cohérence entre le niveau local et national ou européen s'assurant ainsi de la nécessaire appropriation

qui leur fait trop souvent défaut. Ce Forum permettrait l'émergence de bonnes pratiques et leur généralisation européenne.

Tribune co-signée avec Michel Derdevet, *Le Monde*,
samedi 18 juillet 2015

EUROPE, LE BESOIN DE SOLIDARITÉ, TOUJOURS

SOLIDARITÉ, J'ÉCRIS TON NOM

Accueillir les réfugiés, tirer les leçons de l'affaire grecque, juguler le chômage, réussir la Conférence de Paris sur le dérèglement climatique, soutenir les agriculteurs, négocier le Brexit, ... la rentrée européenne est lourde de défis. Face à eux, le changement de pied intervenu en Allemagne ce weekend quant à l'accueil des réfugiés le démontre si besoin en était : les États membres seuls, même les plus puissants d'entre eux, ne peuvent rien. Nous sommes solidaires, partie d'un même ensemble. Ce qui ébranle l'un touche l'autre, c'est pour cela que nous devons, autour des valeurs de l'Union européenne, agir ensemble.

.../...

La réponse de la gauche doit être, comme nous l'avons dit avec le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, au cours de nos journées euro parlementaires, non pas de subir mais de maîtriser la situation. Pour cela notre pays a une grande responsabilité, son avenir est intimement lié au destin de l'Europe. Il faut le dire aux Français, il faut soutenir et accompagner la Commission et le Parlement européen, et être à l'initiative.

Édito, septembre 2015

UNE UNION POLITIQUE CAPABLE DE PILOTER LA ZONE EURO

Faudrait-il modifier les traités pour prévoir une sortie d'un pays de la zone euro ?

Ce serait le contraire de l'Union économique et monétaire. Ce qu'il faut, c'est une gouvernance efficace, qui permette de régler la question des divergences économiques entre États membres. Si vous n'avez pas la solidarité mais que vous avez la possibilité de sortir de la zone euro, vous invitez les marchés à faire ce qu'ils veulent, encore plus qu'aujourd'hui.

Interview, *L'Opinion*, dimanche 5 juillet 2015

L'ÉTAT DE L'UNION

Cette solidarité est la clé de voûte de l'Union européenne, de la zone euro et une valeur si chère à la famille politique à laquelle j'appartiens, dont vous Monsieur Juncker avez tant besoin pour mettre en œuvre l'agenda que vous venez de définir devant nous aujourd'hui.

.../...

Il faudra avoir le courage d'aborder la question de la dette car tous les observateurs le savent, cette dette est insoutenable. Alors, abordons-la avec détermination et esprit de solidarité.

.../...

Vous avez dit votre détermination à avancer pour faire de la gouvernance économique une gouvernance qui nous permette de faire face à tous ces défis, y compris ceux qu'affrontent les États membres avec l'accueil de réfugiés en masse. Pour cela, Monsieur le Président ne maniez pas uniquement le bâton, n'oubliez pas la carotte. La solidarité a besoin d'outils et de distribution d'une capacité budgétaire pour la zone euro.

Intervention en séance plénière,
mercredi 9 septembre 2015

CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPÉEN (25 & 26 JUIN 2015) ET DU SOMMET DE LA ZONE EURO (7 JUILLET 2015) EN PRÉSENCE D'ALEXIS TSIPRAS

Vous faites ici la démonstration que la méthode communautaire est peut-être le moyen de dépasser certains égoïsmes nationaux et de retrouver ce qui fait le cœur de l'Europe, à savoir la solidarité. C'est elle qui doit nous permettre de franchir les derniers pas, ceux qui doivent nous conduire à ce compromis honorable, auquel vous avez dit aspirer. C'est elle qui doit nous permettre de trouver cet accord global, durable et fiable. C'est elle qui doit nous permettre d'aborder honnêtement la question de la dette, dont tout le monde sait ici qu'elle est intenable et qui fait partie de ces sujets qu'on a trop tendance à mettre sous le tapis. C'est elle qui doit nous permettre de mobiliser tous les Européens pour que vous puissiez mener la bataille de l'évasion fiscale avec des pays en dehors de l'Union européenne.

Intervention en séance plénière,
mardi 8 juillet 2015

FRANCO-ALLEMAND

LA FRANCE EST DE RETOUR EN EUROPE

Un quart de siècle après Helmut Kohl et François Mitterrand, Angela Merkel et François Hollande se sont exprimés mercredi 7 octobre au Parlement de Strasbourg. Il y a 26 ans, le couple franco-allemand, ouvrant la voie à la réunification allemande, était venu saluer la chute du mur de Berlin.

L'Histoire ne se répète pas toujours. C'est contre la désunification de l'Union et contre les murs qui s'érigent, çà et là, contre l'afflux de réfugiés sur notre continent qu'ont plaidé le Président et la Chan-

celière, alors que les extrémistes de droite profitent d'une manière éhontée de la crise migratoire et du désespoir de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes.

Ils ont dit ensemble que face aux désordres du monde, c'est l'Europe que l'on doit entendre, que c'est par elle que nous sommes souverains.

Édito, octobre 2015



@PervencheBeres - 6 octobre 2015
Il y a 26 ans #Kohl, #Mitterrand,
demain #Merkel, #Hollande, on parle de murs,
de valeurs, de peuples en marche

IL FAUT EN FINIR AVEC LE SOUS-INVESTISSEMENT EN EUROPE

L'Europe risque de se perdre. Dans un monde qui bouge, elle reproduit la même erreur, celle de réagir à l'urgence, comme en Grèce ou face à l'afflux des réfugiés. Pour que les questions laissées en suspens ne frappent pas l'Europe, nous devons repenser le long terme et traiter les problèmes fondamentaux.

Les investissements d'avenir en font partie et ils sont à la traîne. L'Europe risque la stagnation séculaire. Certains pays voient grandir une génération de chômage de masse, plus que de plein-emploi. Le manque de solidarité et de responsabilité mine nos

valeurs, tandis que la méfiance envers les institutions se répand sur le continent favorisant les populismes.

Il faut sortir l'Europe de cette spirale. Ses succès sont liés à son rôle pionnier en matière de capital humain, d'innovation, d'industrie. Contraindre les pays en difficulté à des coupes pour « remettre leur maison en ordre » n'est pas viable. Au lieu d'être inversé, le sous-investissement - dans la production, les infrastructures, les réseaux - est exacerbé. Une fois sur cette voie, tout retour est très difficile, comme l'histoire l'enseigne. L'Europe doit rattraper son retard.

.../...

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) vient d'être instauré mais il ne peut être que le premier pas d'une stratégie de long terme. Des règles budgétaires et des sanctions automatiques ne peuvent remplacer une vraie politique économique.

Nous avons besoin de réformes favorables à la croissance, tenant compte des impératifs écologiques et sociaux et permettant la convergence entre États.

.../...

Le temps est venu d'agir. Autrement, les jeunes générations nous demanderont pourquoi nous n'avons pas réagi en dépit de nos savoirs et pourquoi nous avons mis en péril la paix et la prospérité.

Tribune co-signée avec Udo Bullmann, *Les Échos*,
vendredi 16 octobre 2015

GRÈCE

NE LÂCHONS PAS LA GRÈCE

La victoire de la gauche en Grèce ouvre de nouvelles perspectives en Europe. La Grèce a besoin d'une restructuration de sa dette, déjà jugée insoutenable par le FMI en 2009.

.../...

Le débat n'est pas de savoir si les contribuables français ou allemands doivent payer pour les Grecs. Il porte sur l'absence de mécanismes de transferts communautaires permettant à la zone euro d'affronter les «chocs asymétriques». La zone euro n'était pas préparée à affronter la crise. Son architecture est inachevée. Elle ne dispose pas d'un budget communautaire suffisant permettant, comme le budget fédéral aux États-Unis, de venir au secours d'un de ses États en difficulté.

.../...

Des mécanismes de financement intergouvernementaux ont donc été bricolés, allant de prêts bilatéraux à la mise sur pied de mécanismes intergouvernementaux tels que le Fonds européen de stabilité financière (FESF) ou le Mécanisme européen de stabilité.

.../...

Une répartition de l'effort de solidarité parmi des institutions qui ont socialisé les pertes et privatisé les profits des banques ne serait pas incongrue pour soutenir la reprise en Grèce et consolider la zone euro. Les États et la BCE, qui détiennent désormais l'essentiel de la dette grecque, doivent prendre conscience que la zone euro ne peut fonctionner que si elle devient une union de transferts.

.../...

Pour sa part, la France considère que l'austérité en Europe est une erreur. Elle ne doit pas lâcher la Grèce. François Hollande est investi d'une grande responsabilité sur la scène internationale. Il doit appuyer le nouveau gouvernement grec et saisir l'occasion d'impulser une réorientation de la construction européenne.

Tribune collective, *Libération*,
jeudi 12 février 2015

GREXIT, LE COURAGE DE CONCLURE UNE NÉGOCIATION

Dans la négociation engagée entre la Grèce et les « institutions de Bruxelles » (la Commission, la BCE et le FMI), il y a urgence et pourtant on a l'impression que beaucoup de temps aura été perdu dans des jeux de rôle avant de sortir des postures, des discussions, avant d'entrer dans des négociations.

Après avoir emporté les élections en Grèce en janvier dernier, Alexis Tsipras est légitime à dire qu'il n'est pas comptable d'une situation dont il a héritée, qu'il n'a pas été élu pour mener la même politique que celle qui prévalait lorsqu'il est arrivé au pouvoir ou que l'on ne peut pas exiger de lui qu'il mette en œuvre des mesures que son prédécesseur lui-même avait refusées.

La Grèce de Syriza a clairement fait le choix de rester membre de la zone euro, cela signifie qu'à la suite de leur victoire, les Grecs peuvent changer beaucoup de choses dans leur appartement, mais que ce qui concerne la maison commune doit être discuté avec les autres membres de la zone. L'euro est une affaire de solidarité. Certains veulent croire qu'une sortie de la Grèce de l'euro serait possible. Techniquement, juridiquement, on peut tout envisager ; politiquement, économiquement, je crois que cela conduirait à la dislocation de l'euro, de l'Union.

Ce n'est pas dans l'intérêt des Grecs, ce n'est pas dans l'intérêt des Européens. Alors, il est temps de conclure cette négociation et d'établir une véritable union économique et monétaire pour ne plus se retrouver devant un tel risque.

Édito, juin 2015

ALEXIS TSIPRAS EN PLÉNIÈRE

Je vous remercie d'être là, là où bat le cœur de la démocratie européenne. Vous êtes porteur d'un message fort, issu d'une double légitimité contre l'austérité.

Vos adversaires, aujourd'hui, sont obligés de reconnaître combien votre pays est rongé par la turpitude des comportements des gouvernements qui vous ont précédé et qu'il faut à présent affronter tous ensemble.

Alors, Monsieur Tsipras, nous vous attendons. Nous sommes à votre disposition et j'espère que le débat d'aujourd'hui vous aura permis de trouver de l'inspiration pour alimenter les propositions concrètes que vous devez mettre sur la table et que nous attendons. Bon courage !

Intervention en séance plénière,
mardi 8 juillet 2015

OÙ EST L'EUROPE ?

Ce qui a le plus manqué dans toute cette crise, c'est l'Europe. Chaque pays a d'abord tenu compte de ses propres impératifs de politique nationale.

.../...

On reste dans une sorte de glaciation, entre ceux qui veulent appliquer les règles, qui ont pourtant un caractère pro-cyclique, et ceux qui comprennent qu'elles sont tellement folles qu'on ferait mieux de les changer.

Interview, *L'Opinion*, dimanche 5 juillet 2015

REGRETTEZ-VOUS QUE LE PARLEMENT N'AIT PAS JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT DANS LES NÉGOCIATIONS?

Je pense même qu'il s'agit d'une faute. Oui, le Parlement aurait dû être plus impliqué. Dans la précédente mandature, même si cela était insuffisant, nous avons rédigé le rapport sur la Troïka. Finalement, il y a eu un huis-clos de la Commission économique et monétaire avec Vladis Dombrovskis et Pierre Moscovici le 17 juin et l'échange avec

Alexis Tsipras en plénière au Parlement le 8 juillet. Depuis le mois de janvier 2015, c'est difficile en raison de la logique avec laquelle la négociation s'est engagée, suivant en priorité celle des créanciers. La négociation telle qu'elle a eu lieu est très critiquable car elle s'est déroulée en dehors de tout cadre démocratique. Le memorandum n'a pas été délibéré selon la méthode communautaire et la Troïka n'existe pas dans la méthode communautaire. On est complètement hors cadre légal alors que l'on prétend imposer le respect de règles !

Interview, *Revue Banque* n°787, août 2015



@PervencheBeres - 23 octobre 2015

A la Vouli, @fhollande :
la démocratie c'est de s'adresser
à l'intelligence des peuples
plutôt que d'exciter les peurs

HONGRIE

L'INSUPPORTABLE PROVOCATION D'UN POPULISTE AUTOCRATE

Coutumier des provocations Monsieur Orbán, président de la Hongrie, a franchi un nouveau pas lors de cette session parlementaire.

Il était là pour entendre le Parlement européen défendre les valeurs de l'Europe, alors qu'il les a bafouées s'agissant de la peine de mort et de sa consultation publique tendancieuse sur l'immigration. Le Président hongrois a franchi toutes les lignes rouges.

.../...

En réalité, il est venu chercher une tribune alors qu'il révèle jour après jour son vrai visage.

.../...

Si M. Orbán s'entête dans sa volonté de relancer le débat sur la peine de mort en Hongrie, l'article 7 du Traité qui prévoit la suspension des droits de vote au Conseil de l'Union doit être activé.

Une grande majorité des Hongrois reste attachée à l'Union européenne et à ses valeurs. Prendre son peuple en otage pour s'accrocher au pouvoir : voilà à quoi joue M. Orbán.

Édito, mai 2015

INVESTISSEMENT

LES FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT À LONG TERME

Nous traitons ici d'un rapport qui, en réalité, aurait dû venir bien plus tôt, lorsqu'en 2007 la crise a éclaté à l'échelle européenne et que chacun avait conscience qu'il s'agissait d'une crise de la spéculation et d'un détournement des financements à long terme de l'économie réelle.

Or, depuis, nous avons pris beaucoup de temps pour stabiliser les marchés financiers et pour sauver les banques, mais au fond très peu a été fait pour s'assurer l'essentiel, à savoir le financement à long terme de l'économie pour que l'Union européenne puisse faire face aux défis qui sont les siens : le changement climatique, le défi démographique et que sais-je encore.

Mais, il faudra aller plus loin et je voudrais que cela nous serve de fil conducteur lorsque nous examinerons le projet du commissaire Hill en faveur d'un marché européen des capitaux qui ne doit pas consister simplement dans la reprise de la titrisation mais bien dans le financement de l'économie réelle.

Intervention en séance plénière,
mardi 10 mars 2015

PLAN JUNCKER, UN SOUTIEN CONDITIONNEL

Face aux défis climatique et démographique que connaît l'Union européenne, l'absence d'investissement, en recul de 17 % depuis 2007, est plus grave pour les générations futures que le niveau de la dette.

.../...

La crise que les Européens subissent depuis sept longues années

menace le continent européen de récession, de déflation, et risque de le conduire à un décrochage économique et social lourd de conséquences pour la démocratie elle-même. C'est dans ce contexte que les socialistes européens ont conditionné leur soutien à la désignation de M. Juncker comme président de la Commission à un plan d'investissement.

.../...

Ce dont l'Europe, et singulièrement la zone euro, a besoin, c'est une solution européenne où l'intelligence collective au service d'un pilotage fin de la politique économique trouverait un espace et où la flexibilité accordée aux États dans la maîtrise de leurs réformes structurelles ne serait plus un tabou.

.../...

Ce plan ne sera à la hauteur de l'enjeu et des attentes que s'il agit comme l'un des leviers de la réorientation de l'Europe et d'une politique trop longtemps repoussée où efficacité, durabilité et modernité riment avec solidarité. Il doit aller de pair avec des politiques volontaristes, dans le cadre d'une gouvernance rénovée et plus démocratique, en faveur de l'investissement de long terme, de l'emploi, de la convergence des économies, en mobilisant l'ensemble des outils nécessaires, y compris une véritable fiscalité européenne.

.../...

Personne n'est en mesure de dire si ce plan d'investissement réussira, si cette Commission entendra avec assez de détermination l'appel au changement, mais ce que nous savons, en revanche, c'est qu'il n'existe pas d'autre chemin et que, si ce plan venait à échouer, si nos propositions n'étaient une nouvelle fois pas entendues, c'est l'Union qui sombrerait et la construction européenne, si originale et qui fut porteuse de tant d'espoir, qui disparaîtrait, laissant vingt-huit pays isolés et incapables de faire face seuls aux défis du temps, à la montée des extrémismes et à la réorganisation du monde en États-continents.

Tribune, *Constructif*, mars 2015

L'EURO ET L' APPROFONDISSEMENT DE L'UNION ÉCONOMIQUE & MONÉTAIRE

LE BESOIN DE NOUVEAUX OUTILS

Si depuis le début de la crise, l'Union s'est dotée, pour affronter la tempête, de dispositifs qui lui ont permis d'éviter le naufrage de l'UEM, la situation de l'Union et de la zone euro reste menacée par un taux de chômage élevé, une perspective de croissance modeste, des risques déflationnistes, une aggravation des inégalités.

Il y a eu heureusement de bonnes nouvelles au cours de ces derniers mois : l'engagement significatif de la Banque centrale européenne d'injecter des liquidités sur le marché, le Plan de relance que nous avons exigé de la Commission, et certaines avancées sur la flexibilité accordée aux États en matière dépenses publiques. Mais cela ne suffit pas.

Un outil de politique économique pour relancer nos économies, combattre le chômage, améliorer la convergence vers le haut des économies de la zone, corriger les effets de polarisation observés et tenir compte de nos interdépendances est nécessaire. Les conditions difficiles du débat sur le budget français, alors que notre pays est engagé dans une lutte déterminante contre le terrorisme à l'intérieur et à l'extérieur, mais aussi dans des réformes significatives, montrent le chemin à parcourir.

Tout le monde reconnaît aujourd'hui que le cadre de la gouvernance économique a atteint un point de complexité tel qu'il est préjudiciable à la démocratie, à l'efficacité et à la transparence. Pour que demain Commission et États membres coopèrent en confiance, il faut revoir, assouplir et simplifier ces règles : les sanctions ne remplaceront jamais le besoin de politique économique !

Au contraire, l'approfondissement de l'Union économique et monétaire repose sur des choix d'abord politiques : tels que la création

d'une Union fiscale ; le renforcement de la dimension sociale, incluant un mécanisme de salaire minimum et un régime minimum d'indemnités chômage ; l'inclusion du Mécanisme européen de stabilité (MES) dans le droit communautaire et la création d'une capacité budgétaire, c'est-à-dire d'un budget spécifique pour la zone euro.

Lettre d'information,
mars 2015

PRÉPARATION D'UNE NOUVELLE RÉUNION DE LA ZONE EURO

Herman van Rompuy, avant de devenir président du Conseil européen, avait proposé la tenue d'un conseil européen extraordinaire, en février 2010, pour parler de la gouvernance économique. Il n'a pas pu avoir lieu parce que M. van Rompuy a dû traiter l'urgence de la situation en Grèce.

En février 2015, pour son premier conseil européen, le nouveau président du Conseil européen, Donald Tusk, a également proposé un conseil européen extraordinaire sur la question de la gouvernance économique et sur un rapport qui doit être celui des quatre présidents, mais que nous souhaitons voir devenir le rapport des cinq présidents. Vraisemblablement, il ne pourra pas le faire, car d'autres sujets se sont invités à l'ordre du jour : le terrorisme, l'Ukraine et la Grèce.

Je crois que les Européens se lassent de cette situation. Ces questions, qui semblent pouvoir être remises au lendemain, doivent en réalité être désormais traitées d'urgence. Car, entre-temps, c'est aussi pour cela que l'économie grecque a divergé, qu'on a bricolé et qu'on a inventé une troïka à laquelle le peuple grec vient de dire qu'il ne veut plus souscrire. Car imposer la réforme structurelle de l'étranger, c'est nourrir l'euroscpticisme.

Il est donc urgent que le Conseil européen fasse son travail, soit trouver la voie qui nous permettra d'aboutir à l'approfondisse-

ment et à l'achèvement de l'Union économique et monétaire.

Intervention en séance plénière,
mercredi 11 février 2015

DÉBAT AVEC LE PRÉSIDENT DE LA BCE, MARIO DRAGHI

Monsieur Draghi a évoqué l'approfondissement de l'Union économique et monétaire comme un élément essentiel pour consolider l'euro et je partage son point de vue. Mais j'ai, je dois le dire, une très grande inquiétude. En effet, normalement, l'enjeu de ce débat était de relancer le travail qui avait été entamé sous la précédente Commission avec le Blueprint, le rapport des quatre présidents, ou le rapport de ce Parlement, sous l'autorité de Mme Thyssen. À ce stade, le document de travail qui est sur la table pour engager cette discussion, auquel M. Draghi, en tant que président de la Banque centrale, et l'un des quatre présidents, a également souscrit, est une note analytique qui conduit à un système totalement corseté de règles, qui ne tient absolument pas compte des enseignements que nous devons tirer de la crise et du besoin de convergence entre les économies de la zone.

Intervention en séance plénière,
mercredi 25 février 2015

PRÉSENTATION DE MON RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

À la veille d'un Conseil européen qui va être saisi du rapport des cinq présidents, auquel notre Président a apporté une contribution que je salue, il nous faut, en tant que Parlement européen, avoir le courage de prendre position sur des sujets qui nous divisent. Si ce thème urgent traîne tant à advenir, c'est bien parce que c'est un sujet qui nous divise. Or, je l'affirme ici, l'équilibre que nous avons trouvé autour de ce rapport montre qu'il y a un chemin possible, qu'il y a des avancées

qui sont possibles, avec ou sans révision des traités. Et nous faisons la démonstration que l'on peut faire bouger les lignes.

Nous affirmons aussi que la première étape qui a été engagée par la Commission européenne avec la communication « flexibilité » est une étape utile qu'il faut stabiliser. Elle nous permet de réaffirmer que la question de l'investissement dans l'Union européenne, au-delà du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS/EFSI), est une question qu'il faut traiter en permanence.

.../...

La question de l'investissement doit devenir un indicateur clé pour nous assurer que nous menons la bonne politique économique au niveau de chacun des États membres et au niveau agrégé. Nous disons que la réforme structurelle est une réforme exigeante, qui doit être évaluée sur la durée au regard des résultats, non seulement en termes de coût du travail, mais aussi en intégrant des critères sociaux, environnementaux, économiques. Nous disons également que le système de la troïka ne peut pas se reproduire, qu'il faut aller plus loin. Il faut que le semestre européen nous permette de mener de meilleures politiques économiques pour l'ensemble de l'Union européenne.

Il faudra avoir le courage, car ce sera nécessaire de corriger les règles pour les rendre plus simples et complètes et pour améliorer la gouvernance économique. J'ai la conviction que la convergence ne pourra pas attendre trop longtemps, tant l'union économique et monétaire souffre de nos divergences.

Nous devons avoir une approche qui aille au-delà des règles pour avoir une politique économique, pour pouvoir évaluer la situation et la perspective de la zone euro et articuler les politiques économiques en fonction de ce diagnostic. Nous disons aussi dans ce rapport que la règle de la dette doit être examinée de plus près, car manifestement, elle ne correspond pas à la réalité des économies européennes.

.../...

S'agissant de l'union économique et monétaire, il nous faudra faire preuve de la même volonté politique que nous avons su mobiliser pour achever l'union bancaire.

.../...

Ce rapport dit explicitement que les règles de la gouvernance écono-

mique devront être complétées, modifiées et corrigées. À nous maintenant de convaincre le Conseil et la Commission de bouger.

.../...

Ce Parlement européen peut aujourd'hui donner un signal : il y a une majorité possible entre la droite et la gauche pour avancer sur la base des propositions qui, je l'espère, seront soutenues par cette Assemblée.

Intervention en séance plénière,
mercredi 24 juin 2015

PLUS JAMAIS ÇA

La difficulté à résoudre la crise grecque a démontré que la monnaie unique était bien plus qu'un sujet économique : c'est un projet politique.

.../...

La véritable ambition aujourd'hui, c'est de doter ce projet de ce qui lui manque encore : les moyens d'empêcher que de telles crises surviennent, et les outils pour les résoudre. Il faut saluer l'engagement et l'action de François Hollande, de ses ministres et de la famille socialiste, qui ont empêché la sortie de la Grèce de l'euro et n'ont pas ménagé leurs efforts pour trouver une issue acceptable par toutes les parties. Le retour de la confiance, qui est au cœur de la solution, ne pourra se construire sur la multiplication des humiliations. Ce serait prendre un trop grand risque pour la démocratie et faire le jeu des extrémistes, dont le but est de détruire ce que nous avons mis près de soixante ans à construire.

.../...

Urgence après urgence, revient la nécessité d'une gouvernance économique fondée sur la démocratie, la solidarité et la responsabilité.

Édito, juillet 2015

POUR UN BUDGET DE LA ZONE EURO

Quelles sont les réformes à mener pour mettre en place une véritable union économique et monétaire ?

Il faut un budget de la zone euro qui aurait trois fonctions : accompagner les pays dans leurs réformes structurelles, s'assurer que le niveau d'investissement dans la zone euro est conforme au diagnostic établi, absorber les chocs asymétriques sous forme par exemple d'une mutualisation de la dette ou d'un mécanisme d'indemnité chômage. Le troisième pilier, c'est la capacité à gérer la dette et à la restructurer si nécessaire. Il faut une union politique capable de piloter la zone euro, pour dire l'intérêt général européen et dépasser le divorce entre pays en surplus et pays en déficit.

Toutes ces réformes sont à mener sur le long terme mais nous devons les avoir en tête quand nous tirerons les leçons du référendum grec. Dans l'immédiat il faut dresser une analyse économique à l'échelle de l'UE. Une fois ce diagnostic posé, chaque Etat membre serait plus libre pour mener ses réformes structurelles. Il faut aussi achever l'union bancaire : on a mutualisé la supervision et la résolution mais il manque la garantie des dépôts. On doit aussi, comme je le préconise dans mon rapport, définir une «bonne» réforme structurelle et renforcer la flexibilité pour relancer l'investissement.

Interview, *L'Opinion*,
dimanche 5 juillet 2015

LES RECETTES DES CONSERVATEURS NE SAUVERONT PAS L'EURO

La Commission européenne a présenté, mercredi 21 octobre, un paquet de propositions visant à approfondir l'Union économique et monétaire. C'est la première phase de la mise en œuvre du rapport des cinq présidents rendu public en juin dernier.

La déception est grande : les propositions sous-estiment gravement ce qui peut être fait sans réforme du Traité, ne tiennent pas compte

des demandes du Parlement européen exprimées dans mon rapport adopté à une large majorité avant l'été et renvoie à toujours plus tard des politiques pourtant urgentes.

Ce paquet ressemble à une feuille de route des conservateurs que ce soit sur le plan politique ou institutionnel.

Contrairement à nos attentes et au bon sens, le besoin d'une reprise massive des investissements dans la zone euro est ignoré, tout comme les questions de convergence fiscale et sociale, de préparation d'un budget de la zone, de dettes publiques ou des conditions de mise en œuvre du mémorandum grec. Le Parlement européen ne sera pas associé aux travaux de cette première phase. L'intergouvernemental est un échec, le renforcer aux dépens de la méthode communautaire relève de l'aveuglement. C'est une faute politique qui, si elle n'est pas corrigée, profitera aux extrêmes.

Édito, octobre 2015

RECOMMANDATION POUR LA ZONE EURO

La réalité du fonctionnement de la zone euro, c'est que nous avons mis en place des interdépendances négatives et que ce qui manque, c'est la réalité de cette solidarité. Aujourd'hui, même l'Allemagne, pour gérer l'afflux de réfugiés auquel elle doit faire face, considère qu'elle est un élément essentiel du fonctionnement de l'Union européenne.

La Commission ne cesse de dire que le Parlement européen doit être associé au processus, qu'on a besoin du Parlement pour que la zone euro fonctionne de manière démocratique – je note que le paquet que Jean-Claude Juncker a mis sur la table le 21 octobre dernier ne fait aucune place au Parlement européen, alors qu'il met en place un conseil de compétitivité qui devra se prononcer sur les réformes structurelles dans les États membres, un conseil fiscal qui pilotera l'analyse que la Commission fera du budget des États membres.

Nous devons faire de la recommandation de la zone euro un outil de débat de politique économique. Est-ce qu'un «neutral fiscal stance»

est satisfaisant ? Je note que cette recommandation mentionne l'existence de «current account surplus». Alors qu'est-ce qu'on en fait, à un moment où, y compris le FMI, s'inquiète d'une perspective de déflation exportée par la zone euro à l'échelle de la planète? Tel est le débat politique économique que doit permettre cette recommandation de la zone euro.

.../...

Monsieur Dijsselbloem, vous nous dites qu'il faut d'abord mobiliser les capitaux privés en mettant en route l'union des marchés des capitaux et en achevant l'union bancaire. Il nous semble que cela ne peut pas marcher sans capacité budgétaire parce que les taux d'intérêt sont à zéro, parce que l'incitation du secteur privé à investir, dans le contexte actuel, n'existe pas, et que vous n'aurez pas une union des capitaux solide si vous n'avez pas derrière un budget de la zone euro.

L'histoire nous enseigne qu'à force de petits pas, on abîme le projet de la zone euro. Il a subi un coup de semonce avec l'affaire grecque. Il est aujourd'hui essentiel de mettre toutes les cartes sur la table pour assurer la viabilité et la durabilité de l'euro au service de nos concitoyens et donc d'abord de l'investissement et de l'emploi.

Intervention en séance plénière,
mardi 15 décembre 2015

LUTTER CONTRE LE TERRORISME

L'INDISPENSABLE COOPÉRATION

L'Europe a des instruments de lutte contre ceux qui perpétuent des attentats sur son sol. Mais, comment les utiliser sans moyens financiers et humains ? Les résistances nationales restent fortes, marquées par une méfiance réciproque ; elles doivent être dépassées car elles sont les véritables frontières internes de l'Union européenne qui profitent aux seuls terroristes.

Édito, novembre 2015

LES OUTILS DES DÉMOCRATES

Pour vaincre Daesh, et réduire à l'impuissance les dirigeants de ce qu'il faut appeler une secte criminelle, nous devons, Européens, rester unis et rassemblés, justes et fermes dans nos décisions. Ne pas céder à la facilité et à l'amalgame, au rejet, au repli. Eviter de tomber dans le piège qui nous est tendu : celui d'agir sous l'emprise de la peur et d'attenter nous-mêmes aux fondements de nos démocraties. On ne résoudra rien en construisant toujours plus de barrières, de murs, en entourant nos frontières de barbelés, en déployant aveuglément un arsenal de lois liberticides.

.../...

Dire que nous devons défendre nos valeurs, c'est rétablir l'égalité réelle des chances de chacun dans la République, c'est faire vivre la sécurité et la solidarité à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières, dans et entre nos États, entre le nord et le sud, car sinon nous laissons se développer nos propres fragilités. Pour cela, la gauche doit faire entendre sa voix, pour assécher le terreau du terrorisme dont profitent les populistes et les xénophobes. Pour l'Europe, cela signifie bien sûr de poursuivre le récit du nouveau modèle économique pour

lequel la Conférence sur le climat de Paris doit marquer un tournant. Mais cela suppose aussi une remise à plat politique, une négociation d'ensemble, permettant à l'Europe de se doter d'une véritable politique de défense, de se mobiliser pour la solidarité et pour mener des politiques économiques nécessaires en conséquence.

Lettre d'information, novembre-décembre 2015

LUXLEAKS

NOUS DEMANDONS AUX ÉTATS PLUS DE TRANSPARENCE ET DE COOPÉRATION

L'ampleur de la tromperie a suscité l'indignation dans le monde entier. Des géants économiques qui réalisent des milliards d'euros de chiffre d'affaires sont parvenus à payer jusqu'à moins de 1 % d'impôts sur les bénéfices transférés au Grand-Duché alors que le petit commerçant ou le citoyen européen – qui n'a pas la chance de bénéficier de tels avantages – subissait de plein fouet cette concurrence déloyale.

.../...

Les États membres pratiquent allègrement la concurrence fiscale. Leur imagination est débordante lorsqu'il s'agit d'offrir une variété d'avantages fiscaux pour attirer des entreprises. Ils augmentent ainsi artificiellement leurs revenus et siphonnent une partie des revenus fiscaux de leurs partenaires européens. De l'argent que ces pays auraient pu investir dans des services publics de qualité, des hôpitaux ou des écoles.

.../...

Le marché intérieur ne peut fonctionner de manière efficace qu'en s'appuyant sur un système d'imposition des sociétés transparent et coordonné. Le statu quo n'est pas une option. L'Union européenne doit s'assurer que les multinationales paient leurs impôts là où elles réalisent leurs profits.

Tribune collective, *Libération*,
mardi 3 novembre 2015

RESCRITS FISCAUX ET LES TRAVAUX DE LA COMMISSION TAXE

Les États membres ont laissé, trop longtemps, les multinationales les abuser et se servir d'eux pour organiser une concurrence qui sape

les bases de notre contrat social. Nous sommes aujourd'hui à un moment où tous les États membres ont besoin de mettre fin à cette concurrence fiscale mortelle, qui interdit la solidarité intérieure et extérieure de s'exercer à un moment où nous en avons tant besoin. Le travail de cette commission est essentiel lorsque tout d'abord, il est dit que la base fiscale des multinationales doit être reconstruite. On me dit, ici ou là, que finalement les sommes qui échapperaient à l'impôt ne seraient pas aussi importantes que cela. C'est la raison pour laquelle nous insistons tant sur le caractère consolidé de cette base fiscale parce que sinon, il y a effectivement beaucoup qui nous échappe. Il faut protéger les lanceurs d'alerte, et enfin, il faut garder ce momentum d'une pression organisée par ce Parlement européen pour soutenir la Commission et inciter les États membres à enfin passer de la parole aux actes et à coopérer en matière fiscale pour empêcher les multinationales d'échapper à la justice fiscale.

Intervention en séance plénière,
mardi 24 novembre 2015

MÉDIAS

LA CRISE DES MÉDIAS, UN BOULEVARD POUR LE FRONT NATIONAL ?

A l'heure de la domination du «gratuit» financé par la publicité, de la multiplication des canaux de diffusion, de la baisse de la rentabilité et de la concurrence exacerbée qui pousse à la course au buzz, les extrémistes constituent, ironie de l'histoire, une planche de salut pour des médias économiquement à bout de souffle.

.../...

Toutes les crises - économiques, sociales, internationales - depuis 2008 l'ont montré : les réponses, les choix, les actions à mener se situent au niveau européen. Les médias doivent prendre le temps de faire vivre le débat européen et de décrypter le monde dans lequel nous vivons.

.../...

Il ne faudrait pas que l'Histoire retienne qu'en participant à la course au buzz et à l'audimat, en invitant jusqu'à l'écoeurement des fossoyeurs de l'Europe, de la politique en général et de la chose publique nationale, la crise de rentabilité que connaissent les médias ait été une cause non négligeable de l'effondrement des remparts de la démocratie. Cette petite musique de mise à mort qui résonne dans nos télévisions n'a que trop duré.

Dans l'ère du capitalisme de la presse où sont sur-couverts, parce qu'ils attirent la curiosité malsaine de tous les spectateurs que nous sommes, certains aspects de l'actualité, faits divers ou évènements, têtes d'affiche, qui donnent une vision du monde au travers d'un prisme alarmiste et sécuritaire, ne serait-il pas temps de revenir à la responsabilité collective, dont la clef est sans nul doute une meilleure éducation aux médias et un décryptage plus en profondeur du présent. Jour-

nalistes et politiques en sortiraient gagnants, mais surtout, celle qui est, en danger : la démocratie.

Tribune, *Huffington Post*,
jeudi 22 octobre 2015



@PervencheBeres - 17 nov. 2015

**.@France2tv : est-ce vraiment indispensable pour la démocratie
française d'inviter**

@MLP_officiel en ce jour de deuil national ? #20H

PNR (PASSENGER NAME RECORD)

LA VOIX DU PARLEMENT EUROPÉEN

Comme tous les parlements du monde, il nous appartient d'être mobilisés autour de ce que sont les valeurs des démocrates. Et, comme tous les parlements du monde qui se veulent démocratiques, nous devons armer la démocratie face aux terroristes et nous devons le faire dans le respect de nos valeurs.

C'est la raison pour laquelle ce Parlement soutiendra un PNR dès lors qu'il permettra de défendre nos valeurs et c'est ici, dans ce Parlement, que vous devrez avoir ce débat.

Oui à un PNR européen, un PNR qui permette aussi de défendre les valeurs de la démocratie et de la protection des libertés individuelles et des données.

Intervention en séance plénière,
mercredi 14 janvier 2015

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

UKRAINE : UNE PORTE OUVERTE VERS LA RAISON

Depuis les élections d'octobre 2014 en Ukraine, l'entreprise de dés-stabilisation du pays menée par Vladimir Poutine se poursuit. Elle signifie des milliers de morts et de blessés ; plus de 150.000 réfugiés : il faut bien désormais appeler « guerre » ce qui se déroule à moins de 3 heures d'avion de Paris.

Face une situation qui n'a fait que s'aggraver, les ministres des Affaires étrangères des quatre pays d'Ukraine, de Russie, de France et d'Allemagne (du format dit « Normandie », puisque ce groupe s'y est constitué à l'occasion de l'anniversaire du débarquement), se rencontrèrent à Berlin en janvier, pour essayer, d'empêcher une nouvelle aggravation de la situation. L'accord de cessez-le-feu qui vient d'être obtenu à Minsk par le couple franco-allemand, François Hollande et Angela Merkel, avec le président Poutine et son homologue ukrainien Porochenko doit être salué comme une source d'espoir, même s'il faut rester vigilant tant qu'il ne devient pas réalité sur le terrain. Ce plan franco-allemand prévoirait le retrait des armes lourdes, une plus large autonomie des régions de l'Est de l'Ukraine et la création d'une zone démilitarisée de 50 à 70 kilomètres de large le long de cette ligne.

Les négociations se sont déroulées dans un très lourd climat de tension alors que les États-Unis brandissaient l'option d'armer les Ukrainiens, pendant que la Russie et ses alliés séparatistes soufflaient le chaud et le froid et jouaient la montre en grignotant du terrain, pour pouvoir imposer leur contrôle, à la force des armes, sur la plus grande partie de l'Est ukrainien.

L'urgence est maintenant que cette solution politique devienne réalité.

Édito, février 2015

LA MÉDITERRANÉE NE DOIT PLUS ÊTRE UN CIMETIÈRE

Les drames dont la Méditerranée est devenue le théâtre récurrent imposent à l'Union quatre devoirs : sauver les migrants, traquer impitoyablement les passeurs d'enfants, de femmes et d'hommes, examiner l'arsenal de la politique migratoire et d'asile de l'Union, mener une politique étrangère intégrée vis-à-vis de l'Afrique. Ils imposent aux États membres de l'Union de faire face à leur responsabilité pour que se déploient de véritables moyens d'actions européens, dont certains existent mais ne sont pas, ou mal, utilisés. La Méditerranée ne doit plus être un cimetière, mais il ne suffira pas comme le serinent certains de supprimer les aides sociales aux immigrés et de détruire les bateaux pour que le nombre des candidats à l'exil diminue. Nos pays resteront toujours attractifs pour qui vit au quotidien dans la misère et la peur. Les dirigeants européens doivent mutualiser l'accueil des réfugiés, et chaque pays prendre sa part. L'Union ne pas se cantonner au rôle de surveillance des côtes et des frontières : elle a un devoir d'assistance.

.../...

Elle doit aussi et surtout agir en amont sur les causes des conflits, sur les réseaux mafieux, sur le développement, sur le dérèglement climatique ou les questions de gouvernance dans les pays du Sud. Le chemin sera long mais il doit être poursuivi sans relâche.

Édito, avril 2015

NADYA SAVCHENKO

Nous demandons la libération sans condition de Nadya Savchenko, car il s'agit à la fois d'un cas humanitaire et d'un cas politique.

Nous attendons de la Russie un geste, comme une promesse d'application des mesures prises pour permettre aux accords de Minsk de devenir réalité. C'est aussi un signal au regard de ce qu'est la politique de l'Union européenne, soutenue et validée par les Nations unies.

Nous demandons donc que le président de cette assemblée s'adresse au président Poutine pour qu'enfin Nadya Savchenko puisse être li-

bérée et retrouve l'autonomie de ses moyens afin de rentrer dans son pays, en Ukraine.

Intervention en séance plénière,
jeudi 30 avril 2015



@PervencheBeres 14 juil. 2015
Après la Grèce, l'accord avec l'Iran.
La France à la hauteur de son histoire. Jamais 2 sans 3 ?
#Grèce #IranDeal #COP21 #14juillet

PRÉPARER LE CONSEIL EUROPÉEN

Avant l'été, vous deviez, Conseil européen après Conseil européen, traiter l'affaire grecque, puisque l'Union économique et monétaire est un chantier inachevé. Aujourd'hui, vous devez, Conseil européen après Conseil européen, traiter l'affaire des réfugiés, puisque nous avons l'espace Schengen sans en avoir mesuré toutes les conséquences. J'ai l'impression que, cette fois-ci, fort heureusement, vous mettrez l'accent en particulier sur la question de la relation entre l'Union européenne et ce qu'on appelle notre voisinage, c'est-à-dire sur notre politique étrangère. Je vous invite à être fort dans cette stratégie, car c'est celle qui permettra à l'Union européenne de parler d'une seule voix et d'être présente sur la scène internationale à un moment où tant de troubles éclatent à nos frontières. Il y a des bonnes nouvelles, comme le prix Nobel que vient de recevoir la Tunisie, mais il y a aussi tous ces troubles sur lesquels l'Europe doit s'exprimer. Nous comptons sur vous !

Intervention en séance plénière,
mercredi 14 octobre 2015

AVANT LE SOMMET DE LA VALETTE

Qui s'intéresse à la situation en Syrie ? Qui redit que si nous faisons face aujourd'hui à un afflux de réfugiés aussi massif, c'est parce qu'en Syrie, l'État islamique progresse ? Qui dit que ce n'est pas avec M. al-Assad que nous pourrions trouver une solution ? Qui dit que nous ne sommes pas capables de nous mettre d'accord sur la relation de l'Union européenne avec la Russie ? Alors, Monsieur le Commissaire, dites au président de la Commission qu'il doit agir car, sinon, il n'y a entre nous que des interdépendances, il n'y a pas de solidarité. Exactement de la même manière que nous avons fait l'union économique et monétaire sans pilier économique, nous avons fait Schengen sans politique d'asile, sans office européen de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile, sans politique de migration, sans protection extérieure des frontières. Je demande au président de la Commission de décroiser les travaux et de mener une initiative forte, non pas pour pointer du doigt les responsabilités du Conseil, mais pour nous permettre de redonner à l'Europe sa voix dans cette affaire.

Intervention en séance plénière,
mardi 27 octobre 2015

APRÈS LE SOMMET DE LA VALETTE

L'Europe a une responsabilité vis-à-vis de l'Afrique. Je me souviens d'un temps où les États membres étaient mobilisés pour mettre en œuvre les résolutions qu'ils avaient prises tous ensemble afin d'apporter une aide à hauteur de 0,7 % de leur PNB pour le développement d'espaces, comme l'espace économique de l'Afrique. Ce sont des chiffres que nous ne citons même plus ! Il faut retrouver cette tendance, cette capacité de coopérer avec ceux qui se débattent dans des régimes et dans des régions qui ne connaissent pas le développement économique de manière sereine. Du sommet du G20, je retiens l'engagement à lutter contre le financement du terrorisme. Alors,

en tant qu'Européens, il faut aller plus loin. Il faut être cohérents. Lorsque nous demandons ici une publication d'informations pays par pays, que demandons-nous ? Nous demandons que nos multinationales paient leurs impôts là où elles font leurs profits, ici et là-bas. Voilà des mesures très concrètes que, dans l'esprit qui a prévalu à La Valette, nous pourrions mettre en œuvre. De la même manière, lorsque nous demandons que cessent les importations des minerais des régions en conflit, nous contribuons à une juste rémunération, à un apaisement et à un développement économique, dans de meilleures conditions, de l'Afrique.

Voilà notre responsabilité : poursuivre inlassablement le travail en faveur d'un renouveau de la coopération, dans l'intérêt de l'Afrique et dans le nôtre, avec une mobilisation contre cette finance folle, cette fiscalité qui échappe à l'intérêt des citoyens européens, mais aussi des Africains.

Intervention en séance plénière,
mercredi 25 novembre 2015



@PervencheBeres 10 déc. 2015
Enfin une bonne nouvelle,
c'est le jour où le quartet du dialogue national en #Tunisie
reçoit le #PrixNobelPaix.

SCHENGEN

IL FAUT SOUTENIR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Monsieur le Président, je suis d'accord avec le président Jean-Claude Juncker, lorsqu'il dit que l'époque n'est pas aux demi-mesures. Si nous ne voulons pas de demi-mesures, il faut que les États membres soutiennent, mettent en œuvre, la nouvelle proposition de la Commission pour faire évoluer Frontex vers un outil pour compléter Schengen et permettre à nos frontières d'être gardées.

Intervention en séance plénière,
mercredi 16 décembre 2015

SÉPARATION BANCAIRE

UNE DÉROGATION AUX BANQUES BRITANNIQUES RISQUE D'ENTRAÎNER UNE RUPTURE DE CONCURRENCE

Comment s'expliquent les difficultés du Parlement à trouver une position commune sur la structure des banques ?

De nombreux députés notamment ceux qui représentent les pays périphériques, souhaitent avancer de manière très significative sur ce texte car la résolution unique existe mais pas le fonds européen de garantie des dépôts qui, initialement, devait constituer le troisième pilier de l'Union bancaire (avec les piliers supervision et résolution).

Dans ce contexte, ces députés remarquent que la décision de résoudre ou pas une banque n'appartient plus aux États mais que, en revanche, le coût du choc d'une résolution reposerait largement sur leurs finances publiques.

Ils cherchent donc à éviter que le mécanisme commun de résolution ne soit fragilisé ou trop sollicité par le poids d'une banque systémique. Et de nombreux députés pensent que les petites banques qui font de la tenue de marché ne présentent pas de difficulté, sous prétexte qu'elles ne seraient pas sauvées mais fermées.

Que pensez-vous de l'idée, présente dans le texte de l'Ecofin du 19 juin, d'accorder une dérogation aux banques britanniques ?

La dérogation aux banques britanniques risque d'entraîner une rupture de concurrence. Une dérogation à un règlement, c'est tout de même une entorse incroyable ! Certains disent que c'est le prix à payer pour obtenir une législation sur la structure des banques. Je trouve ce raisonnement inacceptable.

D'autres aspects de cet accord du 19 juin vous choquent-ils ?

Je suis favorable à la séparation bancaire, et à la maîtrise des risques que présente la tenue de marché. Or, si le texte proposé par l'Ecofin entrait dans les faits, la tenue de marché ne serait surveillée de façon certaine que dans les banques systémiques européennes, ce qui n'est pas assez.

Il faut que le seuil au-delà duquel une banque est concernée par la législation soit suffisamment bas pour englober les banques moins grandes.

Dans l'accord du 19 juin, les banques allemandes échappent au viseur de la législation qui, au bout du compte, se résume au traitement de trois banques françaises.

Préférez-vous qu'il n'y ait pas de loi sur la structure des banques plutôt qu'une régulation insatisfaisante ?

Je suis favorable à la séparation bancaire mais je ne veux pas d'une

régulation qui non seulement ne règle pas le problème du risque, mais est également injuste.

Interview, *Revue Banque* n°787, août 2015

SYSTÈME BANCAIRE PARALLÈLE

LES FONDS MONÉTAIRES

Le traitement des fonds monétaires est une chose sur laquelle nous demandent d'agir toutes les organisations internationales qui s'intéressent à la stabilité des marchés ou à la lutte contre le système bancaire parallèle. C'est le cas de l'Organisation des commissions de valeur (OICV) et du Conseil de la stabilité financière, mais c'est aussi le cas des institutions européennes membres du Comité européen du risque systémique (CERS). La position que ce Parlement européen va prendre doit être une position courageuse, qui nous permette de lutter effectivement contre ce pan important du système bancaire parallèle, n'ayons pas peur des mots. Cette position sera d'autant plus capitale que nous allons entrer en discussion avec le commissaire Hill sur la mise en place d'un marché des capitaux. Or, je ne voudrais pas que nous abordions cette discussion sur une future Union des capitaux européens sans avoir une stratégie claire au regard de ces fonds monétaires, dont les caractères volatiles doivent disparaître.

Intervention en séance plénière, mardi 28 avril 2015

TTIP OU TAFTA, L'ACCORD UNION EUROPÉENNE-ÉTATS UNIS

L'ISDS, C'EST NON

Le Parlement européen va préciser dans quelques semaines sa position sur les différends volets de l'Accord transatlantique (TTIP). Celle des membres de la Délégation socialiste française n'a pas varié d'un iota : pour nous, comme pour l'ensemble de notre groupe, la clause de résolution des différends (RDIE en français, ISDS en anglais) que veulent nous imposer les Américains est inacceptable.

.../...

Si l'investissement doit être protégé, on ne peut pas permettre aux multinationales de se servir d'un mécanisme d'arbitrage pour défendre leurs seuls intérêts et leur seul profit au mépris de la démocratie et du droit de l'Union européenne ou des États à légiférer.

.../...

Si l'un des enjeux de cet accord est de définir ce qui pourrait être à l'avenir une norme internationale, cela renforce l'obligation pour les Européens d'être exigeants. Nous sommes convaincus que les Européens peuvent et doivent peser pour réformer les normes et le fonctionnement du RDIE. Ils doivent se servir de la forte mobilisation, née à l'occasion des négociations UE/États-Unis, comme d'un levier pour traiter de cette question au fond et, ce, à l'échelle mondiale, en écartant l'arbitrage au profit d'un véritable mécanisme de règlement des différends.

Édito, mars 2015

PRÉPARER LE CONSEIL EUROPÉEN

Les plus fervents partisans de cet accord nous disent : « D'abord, lorsque nous aurons défini ensemble ces normes, elle deviendront

les normes internationales ». Ils nous disent aussi qu'il faut que nous soyons exigeants. Lors des négociations, je ne sais pas comment faire lorsqu'on nous dit, d'un côté, qu'il faut être exigeants et, d'un autre côté, qu'il faut conclure un accord à tout prix, à toute allure.

C'est sur les normes du règlement des différends (RDIE/ISDS) que les Européens doivent peser. Ils doivent se servir de cet accord comme d'un levier pour traiter de cette question de manière fondamentale et ne pas permettre que les multinationales se servent de l'arbitrage pour défendre leurs seuls intérêts et leur seul profit au mépris de la démocratie.

Intervention en séance plénière,
mercredi 11 mars 2015

NON À L'ARBITRAGE PRIVÉ DANS LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE TRANSATLANTIQUES !

Au départ prévus pour protéger les investissements dans des pays où l'Etat de droit ou les systèmes juridiques étaient défailants, le RDIE est devenu un outil puissant pour attaquer des législations sur l'environnement, la santé publique, les droits des consommateurs ou des travailleurs, et empêcher l'adoption de nouvelles législations.

.../...

Le RDIE n'est pas justifié.

Il est normal que des investisseurs puissent contester devant des tribunaux des décisions publiques dont ils se sentiraient victimes. Mais il existe de part et d'autre de l'Atlantique des systèmes juridiques très solides qui permettent ces recours et protègent de manière adéquate les investissements.

.../...

Le RDIE menace la démocratie.

Nous considérons que le RDIE constitue un transfert inacceptable de souveraineté démocratique au profit d'intérêts privés. Le RDIE

est une menace directe contre la capacité des collectivités, des États ou des institutions fédérales à légiférer.

.../...

Dans le secteur du numérique, presque toutes les législations sont à construire et sont amenées à évoluer. Un RDIE renforcerait la position ultra-dominante des acteurs américains et de leurs règles (protection des données ou fiscalité notamment) sur un marché européen en rapide expansion.

Il en est de même en matière fiscale.

.../...

Des pistes de réformes sont évoquées. Elles ne changent pas la nature profonde d'un tribunal arbitral privé, parallèle, primant sur des juridictions nationales définies par la Constitution. Nous refusons qu'une telle menace prive nos institutions démocratiques de la capacité à définir et à protéger l'intérêt général.

Tribune collective, *Le Monde*,
vendredi 17 avril 2015

UNION BANCAIRE

L'EUROPE RISQUE D'ATTISER LE SENTIMENT DE DÉFIANCE À SON ÉGARD

Pourquoi déplorez-vous l'absence du troisième pilier de l'Union bancaire ?

Le fonds européen de garantie des dépôts, qui devait constituer le troisième pilier de l'Union bancaire – avec les piliers supervision et résolution –, n'existe pas encore puisque la Commission vient juste de publier, le 24 novembre, sa proposition.

Aussi, les pays périphériques remarquent que la décision de résoudre ou pas une banque échappe désormais aux États mais que, en revanche, les conséquences de cette décision – c'est-à-dire les coûts entraînés par le choc d'une résolution –, reposeraient sur leurs finances publiques, puisque chaque pays continue de financer seul sa garantie des dépôts. Il y a là une incohérence qu'il faut corriger.

.../...

Le Parlement européen pèsera de tout son poids pour améliorer cette proposition et sera sur ce point, je n'en doute pas, soutenu par la BCE. Nous ne pouvons pas prendre le risque de reporter à un horizon trop lointain la construction d'un véritable troisième pilier.

.../...

Jean-Claude Juncker manque-t-il d'habileté ?

La méthode Juncker est contestable : il s'attelle à des projets dans l'objectif de démontrer que la Commission fait son travail et en cas d'échec, il pourra rejeter la responsabilité sur les États membres s'ils ne veulent pas mener ces projets à leur terme. Il est moins soucieux d'atteindre l'objectif que de démontrer qu'il a fait sa part du travail. Il ne parvient pas à entraîner l'ensemble des États et ne se préoccupe pas assez de l'achèvement de ce qu'il propose.

Quel est le risque si un vrai troisième pilier ne voit pas le jour ?

Le risque de bank run demeure dans les pays où la garantie des dépôts n'inspire pas confiance. Il est donc urgent de consolider l'Union bancaire. En faisant les choses à moitié, l'Europe risque d'attiser le sentiment de défiance à son égard.

Interview, *Revue Banque* n°790,
novembre 2015

UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

DANS QUELLES CONDITIONS ?

Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, je voudrais attirer votre attention sur quatre points.

Le premier : vous ne pouvez pas faire monter en puissance un marché des capitaux sans faire monter en puissance, en parallèle, une supervision adaptée aux progrès que vous voulez engranger. Vous avez dit que vous vouliez ces marchés des capitaux pour une stabilité financière. Il vous faudra alors renforcer le caractère européen de la supervision et de la régulation de ces marchés des capitaux. De la même manière, vous serez obligé de regarder ce qui se passe dans le domaine du shadow banking, sinon vous créerez des bulles et des outils de spéculation qui ne serviront pas les nobles objectifs que vous affichez.

La deuxième dimension qui doit être prise en compte, c'est l'intérêt spécifique pour la zone euro. On ne peut pas faire comme si les marchés des capitaux étaient totalement ignorants des monnaies dans lesquelles ils intervenaient. Or, là, vous le savez, vous avez un vrai défi entre les mains.

Troisième dimension, vous nous dites que tout cela, c'est pour permettre aux PME de mieux accéder aux marchés des capitaux. Soit. Mais il faut aussi se servir d'une telle approche pour orienter les flux de capitaux là où nous considérons que nous en avons besoin pour financer le projet européen. Il y a de ce point de vue une priorité au regard des impératifs qui sont liés à une stratégie pour la transition écologique.

Enfin, une dernière observation, je n'ai vu quasiment nulle part, dans vos textes, la question de la fiscalité. Or, je pense qu'on ne peut pas parler d'une union des capitaux sans parler de fiscalité. J'attends vos propositions en ce sens.

Intervention en séance plénière,
lundi 6 juillet 2015

LA MENACE DE BREXIT A-T-ELLE UN IMPACT SUR LA NÉGOCIATION DE L'UMC ?

Jean-Claude Junker souhaitant à juste titre garder à bord le Royaume-Uni, est tenté, dans ses propositions législatives, d'aller vers une version intéressant les Britanniques. C'est notamment le cas pour l'UMC.

Ainsi, dans l'hypothèse où les Britanniques restent dans l'Union, ils disposeront d'un important avantage compétitif. Et s'ils sortent, ils auront largement influencé, avant leur départ, l'Union des marchés de capitaux avec laquelle ils continueront de travailler et qui constitue pour eux, un maillon essentiel.

Je ne vois pas d'inconvénient à une négociation de l'Union des marchés de capitaux où chacun fait prévaloir son propre intérêt, mais la zone euro ne doit pas oublier les siens.

Interview, *Revue Banque* n°787, août 2015



@PervencheBeres - 28 juin 2015
Jacques Delors nommé
citoyen d'honneur de l'Europe :
une décision qui nous réjouit !

